

Mus (Paul) - *Le Destin de l'Union française. De l'Indochine à l'Afrique*

Monsieur Georges Balandier

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Balandier Georges. Mus (Paul) - *Le Destin de l'Union française. De l'Indochine à l'Afrique*. In: Revue française de science politique, 5<sup>e</sup> année, n°4, 1955. pp. 891-894;

[https://www.persee.fr/doc/rfsp\\_0035-2950\\_1955\\_num\\_5\\_4\\_402646\\_t1\\_0891\\_0000\\_001](https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1955_num_5_4_402646_t1_0891_0000_001)

---

Fichier pdf généré le 23/04/2018

## Notes Bibliographiques

Il ne s'agit pourtant pas d'une conversion pure et simple aux règles de conduite acceptées par les autres Etats ; en même temps qu'elle trouve dans le retour à la souveraineté une base de collaboration possible avec les Etats bourgeois, l'Union Soviétique continue d'exercer une forte pression pour séparer le bon grain de l'ivraie dans le champ des règles de droit international classique. C'est au nom de la solidarité universelle que l'U.R.S.S. condamne les principes « impérialistes » (colonialisme, traités inégaux) et s'efforce de promouvoir les principes « progressistes » (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, condamnation de l'agression, etc.). Ainsi la méthode dialectique qui utilise simultanément le formalisme et le « moralisme » conduit-elle à envisager le droit international comme un instrument de *lutte* et de *coopération* entre l'Union Soviétique et les pays capitalistes.

Cette conception, admirablement mise en valeur par l'analyse de M. Calvez, dérouté évidemment le juriste occidental habitué au raisonnement déductif. Mais il n'est pas nécessaire d'approuver pour comprendre ; et il est souhaitable que la doctrine — et la diplomatie — occidentales fassent l'effort d'initiation nécessaire si l'on veut mesurer les possibilités aussi bien que les limites de la coopération avec le monde soviétique. La lecture conjuguée des ouvrages de MM. Lapenna et Calvez constitue aujourd'hui la meilleure initiation à ce difficile problème.

Marcel MERLE

MUS (PAUL) — *Le Destin de l'Union française. De l'Indochine à l'Afrique.* — Paris, Editions du Seuil, 1954. In-8°, 359 p., fig. 900 fr. (Coll. Esprit, « Frontière ouverte ».)

On n'entre pas de plain-pied dans l'œuvre de M. Paul Mus ; sa pensée peut déconcerter, qui est si respectueuse de la pensée orientale, qui est si minutieuse dans sa recherche du fait porteur de la signification maxima ; ses solutions sont propres à désorienter des politiciens soucieux de juger rapidement, en fonction de schémas simplifiés et d'intérêts mineurs. Une absolue liberté de jugements, vis-à-vis de problèmes dont la complexité et les résonances politiques sont considérables, s'accompagne néanmoins d'une sévère contrainte à l'égard du lecteur. L'enseignement de M. Paul Mus se conquiert.

Le précédent ouvrage consacré au conflit viet-namien portait en sous-titre : sociologie d'une guerre. C'est véritablement à une entreprise sociologique nouvelle — construite à partir d'une analyse des relations spécifiques de la colonisation — que nous sommes conviés, autant qu'à un examen courageux et profond de l'actualité. Les notions de « passage sociologique » et de mutation sociale, l'analyse de la conscience viet-namienne, l'examen des rapports dialectiques existant entre tradition et révolution étaient autant de jalons posés dans *Viet-Nam : sociologie d'une guerre*. A l'occasion du présent ouvrage, M. P. Mus précise dans quel sens opère la « révolution copernicienne des sciences humaines qui, rompant avec le *Contrat social* de Rousseau, cet atomisme individualiste composant par convention la société, a consisté à situer l'individu

par rapport à l'ensemble, à montrer comment il se constitue graduellement dans la conscience de soi, à partir d'un état collectif où il était comme englouti » (p. 64). Et plus loin, il précise en une formule suggestive que nous trouvons « partout l'homme enserré dans le *chevelu social* » (p. 65). On comprend alors que M. Paul Mus fasse de « l'émancipation de l'individu » un critère permettant d'évaluer « le colonialisme devant les faits ».

Le chapitre consacré à cette « épreuve » est d'une particulière importance ; il est appelé à un retentissement d'autant plus grand qu'il reste associé nécessairement à tout examen du problème de l'indépendance politique. M. Paul Mus envisage à ce propos les deux comportements extrêmes qui ont pu (et peuvent) tenter les colonisateurs. D'une part, la tentation d'agir par le truchement de quelques individus d'exception : « Apprivoiser des " élites " en les faisant participer à des privilèges, à charge pour elles de réduire les peuples à l'état d'instruments sous couleur de traditions nationales et de fidélité aux institutions locales réaménagées à cet effet » (p. 67). D'autre part, l'acceptation d'une politique d'assimilation poussée jusqu'à ses conséquences politiques ultimes. Mais M. P. Mus voit là, outre le risque du « modernisme intempérant », le danger d'une pseudo-assimilation dans les campagnes où s'affirme toujours la contrainte des comportements locaux. « Les individus s'aliéneront dans les partis comme ils s'aliénaient auparavant dans les clans » ; et « au lieu d'avoir bénéficié de l'expérience des nations " civilisées ", les régions sous-développées auront ainsi été alignées sur leurs erreurs, sans avoir même absorbé les techniques productives de ce monde nouveau » (pp. 67-68). Il est certain que, pour M. P. Mus, le danger reste égal sous la forme du conservatisme aveugle et sous celle de la « politisation abstraite ». Outre que la colonisation ne laisse jamais le colonisateur innocent, elle s'inscrit dans un ensemble de transformations qui bouleversent la texture de l'univers ; et ces deux effets déformants rendent encore plus aléatoire la recherche de la solution la plus valable.

L'ouvrage est essentiellement centré sur les difficultés françaises, sur les incertitudes que crée la décolonisation nécessaire des anciennes « possessions » d'outre-mer. M. P. Mus commence par montrer combien le concept d'Union française s'est imposé avec peine, s'inscrit mal dans le cadre des conceptions juridiques classiques, combien il exprime au départ une orientation que la « reprise en main administrative » a contrarié. En dehors des difficultés politiques initiales — et notamment celles dues à l'ancien esprit administratif qui s'opposait à toute vie politique locale — il s'ajoutait aussi le fait d'un humanisme, le nôtre, resté trop limité et incapable d'intégrer les problèmes à l'échelle convenable.

Toute colonisation, envisagée sans détour de pensée, apporte d'une certaine manière une contribution à la « psychologie de la violence ». Et c'est justement là le titre donné par M. P. Mus à la seconde partie de son livre : une analyse qui s'ouvre par une longue référence à la terrible page que Loti a consacrée à la bataille de Thuan An. Reprenant alors l'expression de Marx (qui évoque le « spectacle » que constitue la déshumanisation du prolétariat), il pose la

## Notes Bibliographiques

question : « En venons-nous donc au rire du colonialiste, à côté de celui du capitaliste ? » N'y aurait-il pas dans les deux cas une même réaction à la déshumanisation ? celle du « bénéficiaire » ? Il est bien certain que M. Paul Mus ne prend pas à son compte une assimilation aussi littérale. Mais il montre comment, en dehors même des périodes de crise grave, une relation de malentendu et l'abandon à des stéréotypes commodes parviennent à constituer l'origine du processus de déshumanisation. Et l'on peut concevoir que la phase de décolonisation commence déjà à partir du moment où sont corrigées les erreurs d'appréciation et mises à nu les causes du malentendu : « Où cette méthode serait-elle plus indiquée que là où s'obscurcissent des rapports de peuple à peuple, et particulièrement lorsqu'une colonisation trop longtemps poursuivie à contre-temps oppose non deux simples partis pris nationaux, mais deux conceptions du monde désappariées et à l'état brut, inconciliables ? » (p. 216). C'est pour avoir tardé à faire cette correction nécessaire que nous avons douté de l'authenticité du nationalisme vietnamien, maintenu une appréciation fautive de la situation. Ainsi, dans nos rapports avec les Vietnamiens avons-nous fait jouer un effet de dévalorisation qui, « dans le feu de l'action de guerre, et plus tard, dans la répression, tournait si facilement à la *déshumanisation* ».

Mais toutes ces remarques sont, pour une large part, nées d'un examen du passé (jusqu'à ses développements récents) ; elles sont centrées sur une expérience parvenue à son terme : celle de la colonisation française en Asie. Appor-tent-elles un enseignement pour l'avenir ? M. Paul Mus pose en fait la question d'une manière plus précise : « Instruits par l'événement, dégagerons-nous à temps, en Afrique, un programme vivant et acceptable, sur place, de décolonisation constructive ? » Il s'efforce d'y répondre au cours de la troisième partie de son ouvrage, où s'élargissent les développements proprement politiques.

Face aux réactions coloniales, aux exigences de la « décolonisation », M. P. Mus met en opposition une attitude britannique — d'appréciation toute pratique des situations réelles — et une attitude française — toute engluée dans les rationalisations. De cette confrontation, il tire une conclusion qui oriente l'ensemble de ses suggestions : « Une construction moins juridique et moins engoncée de l'Union française hâterait, orienterait mieux — faut-il aller jusqu'à dire : pourrait sauver ? — notre propre solution » (p. 229). Car, dans le cas français, ce qui frappe autant que l'indécision c'est un acharnement à appliquer mécaniquement des principes qui ne sont plus en rapport avec les circonstances.

Une telle scission d'avec le réel se manifeste encore à cette tendance, qui conduit à un ajustement superficiel, de n'agir que sur le plan d'une administration dépolitisée ou active à dépolitiser. Tendance de l'ancienne administration coloniale, qui est loin d'avoir épuisé ses effets. « On s'aperçoit qu'administrer sans faire de politique a été pourtant en faire une : elle a chargé d'un sens révolutionnaire, au-dessous d'elle, les éléments à qui elle refusait cette activité politique » (p. 350). Cette observation mérite de retenir l'attention, et nous en avons nous-même évalué la portée en entreprenant l'analyse des problèmes africains. Aussi comprendra-t-on que M. P. Mus recommande avec netteté « une

repolitisation des problèmes d'outre-mer, avec force éducative ». De là une doctrine de l'Union française qui constitue cette dernière en « organisme *internations* » ; l'insistance est mise sur ce point afin d'éliminer tout risque de confusion avec l'ancienne colonisation « dépolitisée » : « La condition *sine qua non* reste que ce soit là un organisme réellement *internations*, qui les aide chacune à formuler, ajuster et développer sa nature politique » (p. 352). A la solution administrative, limitée à l'octroi d'un statut et par là-même insuffisante, M. P. Mus oppose la nécessité d'une solution politique — seule propre à recueillir l'accord des volontés.

A ce moment de l'analyse, on évalue à quels résultats peut parvenir une sociologie sincère des rapports coloniaux ; et leur importance majeure en cette pleine crise de l'Union française. Mais un tel enseignement sera-t-il entendu par ceux qui auraient à l'entendre ?

Georges BALANDIER

STRAUSZ-HUPE (ROBERT) POSSONY (STEFAN T.) — *International Relations in the Age of the Conflict between Democracy and Dictatorship*. Second edition. — New York, Toronto, London, McGraw-Hill, 1954. In-8°, XIV-826 p. \$ 6.50.

Peut-on faire de l'étude des relations internationales une discipline aussi « scientifique » que la sociologie ou l'économie politique ? Plusieurs spécialistes l'affirment, et ils s'emploient à présenter des analyses rigoureuses, à définir avec précision des concepts fondamentaux, à soumettre à l'épreuve des faits et au jugements de leurs collègues des hypothèses et des généralisations. Des progrès fort remarquables ont été réalisés dans cette voie depuis quelques années, et petit à petit l'étude de la vie internationale prend sa place parmi les sciences sociales.

L'ouvrage des professeurs Strausz-Hupé et Possony, publié en 1950, et dont une nouvelle édition nous permet de rendre compte maintenant, est certainement l'un des plus ambitieux et des plus représentatifs de la nouvelle école. Comme l'indique son titre, on y trouve en effet un examen systématique de la réalité internationale contemporaine, l'histoire en étant censée connue, tout au moins dans ses grandes lignes. Pour les auteurs, l'analyse des relations internationales doit procéder de deux concepts fondamentaux qui indiquent des hypothèses de travail : recherche du pouvoir, relations économiques. « La politique internationale est dominée par la recherche du pouvoir » ; mais aucun Etat moderne ne peut se suffire économiquement. Le point de vue adopté est, on le voit, « réaliste », parétien : nous n'avons pas affaire à un traité de morale internationale. Certains pourront juger excessif le pessimisme des auteurs ; du moins ceux-ci prennent-ils parti, et sur le plan de la méthode cette explicitation des prémisses ne présente que des avantages.

La volonté de rigueur et de méthode eût pu conduire à une analyse simpliste. Il n'en est rien, et l'érudition impressionnante des auteurs ne semble jamais à